



OBJET :

***MISE EN CONFORMITÉ DES FENÊTRES ET AUTRES EMBRASURES DANS
LES BÂTIMENTS DE L'ÉTAT DE GENÈVE***

***Mandat de prestation de services - contrat cadre pour analyse
des coefficients de transmission thermique U des embrasures.***

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

REFERENCE:

Procédure ouverte

CAHIER DES CHARGES

DOCUMENT A1

TABLE DES MATIERES

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT
2. INFORMATIONS GENERALES.....
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE.....



DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE : consultables et téléchargeables sur le site <http://www.simap.ch> ou par courrier ou courriel en format pdf.

Nr Annexe	Nom de l'annexe	Actions du soumissionnaire
A1	Dossier d'appel d'offre Cahier des charges	Pour information
B1	Dossier d'appel d'offre Offre du candidat	A nous retourner remplie dans l'enveloppe offre
C1	Conditions générales	A nous retourner signé dans l'enveloppe offre
P6	Egalité hommes/femmes	A nous retourner signé dans l'enveloppe attestation
R9	Personnes-clés	A nous retourner remplie dans l'enveloppe offre
X	Annexes techniques (Documents métier, liste des bâtiments)	Pour information
	Etiquette d'attestation	A apposer obligatoirement sur l'enveloppe contenant les attestations
	Etiquette de soumission	A apposer obligatoirement sur l'enveloppe contenant l'offre

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- www.simap.ch (page du canton de Genève, téléchargement des documents d'appel d'offres)



1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

L'OCBA organise un appel d'offre en *procédure ouverte* à un tour pour attribuer le présent marché aux 3 meilleurs bureaux d'expertises soumissionnaires, afin de calculer des coefficients de transmission thermique U des embrasures.

Ces bureaux auront pour mission l'exécution de contrats cadre pour l'analyse des coefficients U sur un portefeuille de projets (environ 100 bâtiments appartenant à l'état de Genève), dans le cadre de la mise en application de l'article 56A du règlement d'application de la loi sur les constructions et les installations diverses, du 27 février 1978 (L 5 05.01; RCI), liée à l'adoption de la loi 12552 et PL 2 en cour d'élaboration.

Type de mandataires recherché et aptitudes particulières

La procédure est ouverte à tous les mandataires spécialisés en rénovation énergétique établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent les conditions suivantes :

- Être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, d'un diplôme des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) de l'Académie d'architecture de Mendrisio, ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- Être une entreprise pouvant justifier d'une existence d'au moins 3 ans.

2. INFORMATIONS GENERALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Département des Infrastructures (DI)
Office cantonal des bâtiments
16, bd Saint-Georges
Case postale 32
1211 Genève 8

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Objet

L'article 56A concerne l'isolation des embrasures en façade pour les constructions neuves et existantes : cela comprend les fenêtres à simple vitrage, les fenêtres à double vitrage montées sur des menuiseries en aluminium non isolantes et possédant un coefficient de transmission thermique U égal ou supérieur à 3,0 W/(m²K), les parois en plots de verre non isolants, les vitrines, les portes d'entrée et les embrasures comportant d'autres éléments (par ex. des caissons de stores). Les fenêtres à double vitrage avec un coefficient de transmission thermique U inférieur à 3,0 W/(m²K) ou les fenêtres à triple vitrage ne sont pas concernées par cette mesure.



Dans ce cadre, il sera demandé aux mandataires de calculer le coefficient de transmission thermique U de chaque embrasure d'un bâtiment ou d'un site. Dans un premier temps avant travaux, afin de définir de l'éligibilité du site ou du bâtiment au sens de l'article 56A. Dans un second temps, après travaux, afin de permettre la validation de la mise en conformité des embrasures selon les normes et règles en vigueur.

Le présent marché fera l'objet d'un contrat cadre pluriannuel établi avec chaque adjudicataire sur la base des tarifs forfaitaires décrits dans sa série de prix document B1 offre du candidat.

Ces contrats cadre ne constituent en aucun cas une assurance à chaque adjudicataire d'un volume équivalent ou prédéfini de prestation.

Ces diagnostics peuvent concerner un site complet, c'est-à-dire en ensemble cohérent de bâtiments proches ainsi que ses espaces ouverts, un seul bâtiment, ou une partie d'un bâtiment. Ils seront cependant toujours traités par EGID.

La durée du marché est dépendante de la durée de vie de la loi 12552. Le marché est également rattaché à la loi PL2 en cours d'élaboration.

Afin de pouvoir répondre à la charge de travail attendue, l'OCBA attribuera le présent marché aux 3 meilleurs soumissionnaires selon les critères énoncés ci-après.

2.2.2 Descriptif

Les prestations à fournir par le candidat sont :

1. Etablissement d'une évaluation avant travaux du coefficient de transmission thermique U des embrasures du périmètre défini.
 - Cette évaluation a pour objectif de définir l'éligibilité du périmètre pour les travaux de rénovations.
 - Les mesures devront être effectuées sans mode destructif ou invasif.
 - Cette évaluation et en particulier son rapport de synthèse doit être effectuée dans le cadre et à l'aide des documents métier fournis (cf encadré ci-dessous)
2. Calcul de la surface de l'enveloppe thermique hors sol globale du périmètre sur la base des plans et selon la répartition des EGID. Mode de rendu selon document métier ci-joint (cf encadré ci-dessous).
3. Etablissement d'une évaluation après travaux du coefficient de transmission thermique U des embrasures du périmètre défini.
 - Cette évaluation a pour objectif de vérifier la mise en conformité des travaux effectués et de mettre à jour les données du périmètre défini.
 - Le mandataire est chargé de récupérer les données (plans, fiches techniques etc.) nécessaires à cette mise à jour auprès de l'architecte planificateur général.
 - Le mode de rendu reste le même que pour l'évaluation avant travaux. Le mandataire met à jour les documents (cf encadré ci-dessous) à l'aide des nouvelles données. Il effectue les mesures nécessaires pour vérifier la bonne mise en œuvre des travaux.



Documents métier et forme de rendu

Le mandataire utilisera exclusivement les documents métier fournis afin de communiquer le résultat de ses analyses :

- Détermination et analyse des différents types d'embrasures
Fichier Excel/formulaire de calcul, 1 document par type d'embrasures
- Dossier photos
- Schémas et plans répertoriant la position, l'éligibilité et le type de chaque embrasure
- Schémas répertoriant les règles de menuiserie
- Fichier Excel répertoriant chaque embrasure et ses caractéristiques
- Fichier Excel répertoriant les surfaces de l'enveloppe thermique hors sol globale.

Un exemple de ces documents est joint à cet appel d'offres.

4. Mesures complémentaires

En plus de l'analyse du coefficient U, l'adjudicateur souhaite pouvoir intégrer si nécessaire et selon les besoins un relevé par thermographie infrarouge :

- Relevés manuels par caméra thermique infrarouge des éléments spécifiques, permettant un point de mesure de 4x4cm max
- Relevés d'ensemble des façades, permettant un point de mesure de 4x4cm max
- Relevés d'ensemble des toitures par drone (cette prestation peut être externalisée), permettant un point de mesure de 4x4cm max, avec une photo composée de l'ensemble géo référencée en coordonnée suisse MN95
- Rapport de synthèse comprenant les images, leur position sur plan et les analyses des déperditions thermiques

Précautions

- Des autorisations auprès des autorités cantonales sont à prévoir pour le vol de drone (à sollicité au moins 10 jours à l'avance)
- La personne qui effectue le vol de drone à l'obligation de disposer d'une assurance responsabilité civile d'une somme d'1 million de francs suisses et d'être muni d'une attestation lors de l'utilisation du drone
- Des antennes 5G et d'autres sources de perturbations électromagnétiques sont présentes sur le site et peuvent perturber le vol de drone
- Une autorisation nominative devra être demandée auprès de l'OCBA pour circuler librement sur le site

Les bâtiments potentiellement concernés par ce cahier des charges sont énumérés dans la liste jointe au présent appel d'offres. Il est question d'un portefeuille ayant une portée initiale sur environ 100 bâtiments. Cette liste intentionnelle est amenée à évoluer dans le temps. Elle ne constitue pas un document contractuel figé.

2.2.3 Programme

Date de la publication officielle	06.10.2021
Délai pour le dépôt des questions des candidats <i>(sur le site SIMAP.CH)</i>	22.10.2021
Délai pour le dépôt des dossiers <i>(le cachet postal ne fait pas foi)</i>	19.11.2021
Date envisagée au plus tard pour la décision d'adjudication	10.01.2022
Date envisagée pour la signature du contrat et le démarrage du mandat	31.01.2022

2.2.4 Prestations du mandataire

La liste des prestations listées ci-dessous n'est pas exhaustive : l'adjudicataire y intégrera les activités relevant de l'état de l'art et de son expertise.

Les compétences des personnes proposées dans l'offre devront permettre d'exécuter l'ensemble des prestations.

Le mandataire est responsable d'une part du suivi du mandat sur la durée du marché, et d'autre part de la planification détaillée et de l'exécution de la prestation de diagnostic pour laquelle il reçoit la commande.

Le mandataire doit effectuer des prestations de gestion à deux niveaux :

- La gestion globale de son contrat et des différentes commandes :
Gestion, suivi des prestations, suivi financier, planification, gestion des ressources.
Ce sujet fera l'objet d'un reporting mensuel auprès de l'AMO+
- A l'intérieur de chaque commande :
Prise de rendez-vous, planification, visites, communication du résultat

Prestation de mise au point du format du rapport

Cette prestation consiste dès l'adjudication du marché et en tout état de cause avant la rédaction du premier devis, à présenter un rapport « exemple » qui répond en tout point aux exigences du cahier des prestations et à l'utilisation des documents métier décrits.

Ce rapport sera validé et valable pour l'ensemble des diagnostics qui lui seront confiés. Cette prestation ne fait pas l'objet de rémunération propre.

Prestations liées à l'établissement du devis avant travaux

Cette prestation consiste à établir un devis suite à une sollicitation de l'adjudicateur. Ce devis concerne l'entier du périmètre à analyser (ensemble cohérent de bâtiments proches ainsi que ses espaces ouverts, bâtiment seul, partie d'un bâtiment).

L'adjudicateur transmet les informations utiles à l'établissement du devis, à savoir :



- L'accès à la plateforme XCAD, afin de permettre au mandataire de télécharger les plans du site.
- Un macro-planning souhaité pour la prestation
- Toute autre information qu'il juge utile (par exemple spécificités du site).

En retour, le mandataire produit un devis détaillé par EGID et selon le tarif forfaitaire annoncé dans la série de prix du document B1, maximisé par lot site ou sous-site, du contrat cadre, en précisant les quantités, l'équipe proposée, l'outillage (si outillage nécessaire), les délais de réalisation, les moyens de prise en compte de la spécificité du site (s'il y a des spécificités).

Prestations liées à la planification du diagnostic

Le mandataire effectue les prestations de prise de rendez-vous et de planification détaillée du diagnostic de manière à respecter l'engagement de délai pris dans le devis accepté. Il transmet à l'AMO+ les échéances clés résultant de sa planification afin de permettre à celui-ci de consolider la gestion globale des diagnostics.

Prestations de réalisation du diagnostic avant travaux

Le mandataire définit les différents types d'embrasures et réalise le diagnostic coefficient U conformément au cahier des charges et à l'état de l'art, en tenant compte des éventuelles spécificités du site.

Prestations de calcul de la surface de l'enveloppe thermique

Le mandataire, sur la base des plans, réalise un calcul de la surface de l'enveloppe thermique hors sol globale du périmètre selon la répartition des EGID.

Prestations de production du rapport

Il effectue sa synthèse et il produit le rapport selon le format demandé par le mandant. S'il a tous les éléments requis, il transmet le rapport à l'AMO+ pour vérification. Ce dernier, après la vérification initiale le transmet au mandant. Une fois la validation du mandant obtenue, le mandataire peut produire la facturation selon les dispositions prévues.

L'AMO+ procède à une vérification complète au niveau qualitatif et financier de la prestation effectuée, ceci en regard du cahier des charges et du contrat cadre. Après la vérification initiale, l'adjudicateur peut demander toute modification ou complément pour atteindre la parfaite conformité du diagnostic rendu au cahier des charges. Ces éventuelles prestations de corrections ne font pas l'objet de rémunération propre.

Prestations liées à l'établissement du devis après travaux

Idem à l'établissement du devis avant travaux.

Le mandataire est chargé de récupérer lui-même les données (plans, fiches techniques etc.) nécessaires à la mise à jour des documents auprès de l'architecte planificateur général.

Prestations de réalisation du diagnostic après travaux

En complément à la mise à jour du rapport sur la base des données fournies par



l'architecte planificateur général, le mandataire réalise une série de mesure sur site selon la nécessité afin de confirmer ces données et de vérifier la mise en œuvre des travaux.

Prestations de mise à jour du rapport

Le mandataire met à jour le rapport précédemment établi avec les nouvelles données récoltées après travaux (architecte planificateur général + nouvelle mesures) selon le format demandé par le mandant. Cela permet au mandant de vérifier la conformité des travaux effectués et de mettre à jour les données du périmètre défini.

2.2.5 Délais

Comme mentionné au chapitre 2.2.1, la durée du marché est dépendante de la durée de vie de la loi 12552. Le marché sera également rattaché à la loi PL2 en cours d'élaboration.

Délai d'établissement du devis

- Le délai de rendu du devis est de 5 jours après sollicitation par l'OCBA
- Des aménagements de ce délai pourront être proposés par l'OCBA en fonction de la taille du site et de la nécessité d'une visite préalable pour l'établissement de l'offre.

Délai de réalisation du diagnostic sur site

- Le délai d'intervention est au maximum de 10 jours ouvrés après acceptation du devis (sauf cas particuliers d'accès au site, comme les vacances scolaires).

Le mandant précise toutefois que chaque rapport doit être rendu et validé au plus tard selon les délais suivants après acceptation du devis :

jusqu'à 5000m ²	4 semaines
de 5000m ² à 10'000m ²	5 semaines
de 10'000m ² à 20'000m ²	6 semaines
> 20'000m ²	à convenir

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le : 19.11.2021

Auprès du

Département des infrastructures
Office cantonal des bâtiments



Par la poste

Case postale 32, 1211 Genève 8

En personne

Saint-Georges Center

Boulevard Saint-Georges 16, 1205 Genève

À la réception de l'office des bâtiments, du lundi au vendredi

De 8:30 à 12:00 et de 14:00 à 16:30

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé, muni des étiquettes jointes en annexe.**

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier et sous format électronique en un exemplaire.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis de l'étiquette en annexe.

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- Sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- Sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant;
- Proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002).



3.4 Inscription et demande du dossier

☒ Le dossier est téléchargeable sur le site Internet SIMAP.CH.

3.5 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

3.6 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- Le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- Le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur ;
- Le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (disquette, CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.7 Conflit d'intérêt

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêt est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.8 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- Était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- Ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- Ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).



Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui **sont** autorisés à participer à la procédure selon les conditions précitées :

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation
Exenco Sàrl	Participation à une première étape de prestations finalisées.

Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui **ne sont pas** autorisés à participer à la procédure selon les conditions précitées :

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation
CSD Ingénieurs SA	Bureau d'appui à Maitrise d'Ouvrage AMO+

3.9 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

Cela ne concerne pas les sous-traitant.

3.10 Association de bureaux

- ☒ L'association de bureau n'est pas admise
- ☐ L'association de bureau est admise

3.11 Sous-traitance

- ☐ La sous-traitance n'est pas admise
- ☒ La sous-traitance est admise, exclusivement pour des prestations de thermographie.

3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français



3.13 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

3.15 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 12 mois à compter de la date du dépôt de l'offre. Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.16 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération pour l'évaluation multicritères et lors de la décision d'adjudication.

3.17 Indemnisation



L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité



L'élaboration du dossier donne droit une indemnité de CHF.

3.18 Marché divisé en lots

Le marché comporte un lot unique. Il est prévu d'attribuer le présent marché aux 3 meilleurs soumissionnaires selon les critères énoncés ci-après.

3.19 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

3.20 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.



4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- L'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94: **OUI**
- L'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002 : **OUI**;
- La Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- La Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- L'accord inter cantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01;
- La Loi cantonale d'adhésion à l'accord inter cantonal sur les marchés publics (L 6 05.0);
- Le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007(L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- Traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- Interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- Organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- Assurer la transparence de la procédure ;
- Garantir un déroulement optimal de la procédure.



4.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le :

22.10.2021

auprès de

☒ www.simap.ch / lien « Télécharger les documents » dans la colonne de droite "options" de la page des résultats de recherches des marchés publics. Entrer code d'accès et aller sur l'onglet "questions sur l'appel d'offres" puis aller sur "poser une question"

☐ Courrier ou courriel adressé à :
Département des Infrastructures
Office cantonal des bâtiments
16, bd Saint-Georges
Case postale 32
1211 Genève 8
Contact :
Email :

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé.

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable, soit par voie postale, soit sous la forme électronique (e-mail), et donnera également la réponse aux autres candidats. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

☐ Une séance d'information et/ou visite du site sera organisée le.....à.....

☒ Aucune séance d'information et/ou visite du site d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres.
Toutefois, les soumissionnaires peuvent se rendre sur le site de leur propre initiative.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidature. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.



4.6 Audition des candidats

☐ Une audition des candidats sera organisée le à.....

☒ Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont les suivants :

CRITERES D'ADJUDICATION	PONDERATION
Qualité économique globale de l'offre	35 %
▪ Forfaits Coef. U	70%
▪ Tarif horaire	20%
▪ Forfaits Thermographie	10%
Compréhension de la problématique	25 %
Organisation du candidat	25 %
Références du candidat	10 %
Formation dispensée par le candidat	5 %

4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode linéaire, avec la formule suivante:

Note du candidat = $5.0 - (H \text{ offerts} - H \text{ min.}) / (H \text{ moyen} - H \text{ min.})$

H offerts : montant des honoraires offerts en francs

H min. : montant des honoraires offerts selon l'offre la plus basse reçue

H. moyen : moyenne des honoraires offerts (avec ou sans évacuation des montants extrêmes) ou montant des honoraires de références calculés sur la base du taux horaire moyen défini par le Maître d'ouvrage

4.11 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché

Sans objet.

4.12 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Nom / prénom	Société / Fonction /profession	Suppléant
M. BAUR Eric	DI, Chef de projets DIE-SIE	M TABARINI Adrien
Mme BABEL Samantha	DI, Acheteuse spéc. Marchés publics	Mme GENCY Frédérique
M. DEBONS Maurice	AMO+ - CSD Ingénieurs	Mme PARODI Julie

4.13 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

4.14 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont le dossier est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.



4.15 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

4.16 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- L'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- La décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- La décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- La décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- La décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- La décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- La décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;

Le recours doit être interjeté devant la Chambre administrative de la Cour de Justice dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.17 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication; le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le contrat sera établi conformément aux modèles de contrat de mandat et aux conditions générales du contrat de mandat de l'OCBA. Subsidiairement les clauses



du règlement SIA 102, 103, 108, etc. sont applicables.

Clauses contractuelles particulières:

- L'objectif de cet appel d'offres est l'adjudication d'un contrat cadre fixant les prix unitaires du mandataire. Sur cette base, chaque commande de prestation sera ensuite formalisée par projet/périmètre à analyser.

4.18 Facturation

Compte-tenu de la faible durée de réalisation de chaque mission confiée (estimation entre 2 semaines et 6 semaines maximum), il n'est pas prévu de règlement intermédiaire.

En conséquence, les factures seront présentées conformes à la commande, dès lors que les prestations correspondantes seront terminées et réceptionnées, validées par le Mandant.